



SERVICE DE PRESSE

Vœux aux armées depuis le Commandement de l'appui terrestre numérique et cyber de Cesson-Sévigné

Merci de noter qu'il s'agit d'un document de travail, non diffusable.

Emmanuel MACRON

Monsieur le ministre des Armées, mesdames, messieurs les ministres, mesdames et messieurs les parlementaires, monsieur le chef d'état-major des Armées, monsieur le préfet de région, monsieur le président du Conseil régional, monsieur le président du Conseil départemental, monsieur le maire, madame la maire, monsieur le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale, madame la directrice générale, monsieur le délégué général pour l'armement, monsieur le secrétaire général pour l'administration, messieurs les chefs d'état-major d'armée, monsieur le directeur général de la Gendarmerie nationale, Mesdames et Messieurs les officiers généraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs et personnels civils des forces armées, mesdames et messieurs, en vos grades et qualités,

Je suis très heureux et fier de vous retrouver pour une nouvelle fois à l'occasion de ces vœux. L'année écoulée a été exceptionnelle à plus d'un titre, car les fronts étaient nombreux, et vous avez été là, sur tout notre territoire et en chaque instant.

Là, dans la permanence d'une dissuasion qui poursuivra sa modernisation dans toutes ses composantes ; là, face à la menace terroriste, plus faible pour l'année dernière en France grâce à l'action de tous, mais qui n'a en rien disparu, nous l'avons vu en Allemagne ou aux États-Unis. Vous avez été là face aux catastrophes naturelles, en soutien, encore, il y a quelques semaines à nos concitoyens de Mayotte, déployés aussi en Nouvelle-Calédonie face aux événements, ponts reliant l'Hexagone et les zones de crise. Là aussi, dans l'ensemble de nos Outre-mer, pour assurer notre sécurité, notre souveraineté, lutter contre les trafics, encore ces derniers jours. Là, sur tous les horizons, de l'Est et du Nord de l'Europe, avec nos alliés de l'OTAN et de l'Union européenne, en mer Rouge, avec la mission Aspides que vous portez, au Liban, dont je reviens, au Levant, face au terrorisme, oui, là, de l'Atlantique jusqu'à l'Indopacifique, qui a été un des pivots des dernières années, de Singapour à l'Inde, de l'Indonésie à la Malaisie, du Qatar aux Émirats arabes unis et à l'Arabie saoudite, vous avez multiplié les points d'appui et la confiance à l'égard de nos forces armées a aussi nourri la relation stratégique et le lien avec nos industriels.

Année exceptionnelle parce que la nation a rayonné aussi et montré un visage d'audace, de fierté, de concorde. Vous avez contribué à la réussite de nos Jeux olympiques et paralympiques, à travers vos missions de sécurité, l'excellence de nos missions cyber, nous venons encore de le voir, mais vous avez aussi contribué à leur palmarès, je ne l'oublie pas, et je salue les

nombreux champions issus de vos rangs. Vous avez pris votre part dans la réouverture de Notre-Dame de Paris. Et avec vous, enfin, la Nation s'est souvenue du sacrifice de celles et ceux tombés pour libérer la patrie, des plages de Normandie à la Provence, puis à l'Alsace, mémoire vive qui fonde ce que nous sommes.

Cette année exceptionnelle a aussi porté l'empreinte de nos engagements récents, du sacrifice que la Nation consent pour ses forces et ses hommes. Nous avons considérablement réinvesti dans nos armées. En une décennie, le budget de nos armées aura doublé. Réparation, puis transformation. Nous aurons exécuté nos lois de programmation à l'euro près, fait inédit. Nous avons considérablement renforcé nos capacités, nos ressources, réparé, innové, préparé aussi l'avenir dans tous les domaines. Je n'oublie pas, à cet égard aussi, la transformation de nos services : DRSD, DRM, DGSE, en complémentarité avec ce qui a été fait aussi pour la sécurité intérieure. Nous avons veillé à protéger nos hommes également, je pense au plan famille, au plan blessé, à enclencher également des mesures indiciaires de fidélisation. Car la France sait ce qu'elle doit à ses armées. Elle veille sur ses familles endeuillées, ses blessés, ses invalides, invariablement. Et je veux saluer à ce titre tout particulièrement, mais au-delà, l'engagement du ministre des Armées, cher Sébastien LECORNU. Je sais aussi l'action que vous portez, madame la ministre, chère Patricia MIRALLES, aux côtés du ministre, pour la mémoire et le monde combattant. En quelques années, nous avons réparé le passé et préparé l'avenir. Et je le perçois, le ministre et le CEMA à mes côtés aussi, à chacune de nos rencontres lors de nos visites aux troupes. Et je sais traduire ici un sentiment général, je crois pouvoir le dire, de nos soldats, marins, aviateurs, civils de la défense, mais aussi de nos industriels, de nos agents de l'État, de nos élus.

Quelque chose dans nos armées s'est remis en mouvement. Là où, pendant tant d'années, on s'était habitués à organiser la fermeture des bases, nous avons réinvesti, remis des capacités. C'est parfois dur, d'ailleurs, parce que les gens le croient totalement, parce que l'esprit s'était habitué à cela. Mais soyons clairs et nets, et les chiffres sont là, les faits avec, pour le dire avec force, nous sommes repartis pour investir et pour aller de l'avant. Nous avons réussi notre réarmement dans les faits et dans les têtes. Nous l'avons anticipé par rapport à nombre de nos partenaires en Europe et n'avons pas attendu 2022 pour soudain nous réveiller. Et nos territoires vivent ce profond changement en voyant de premières mains, les investissements, les emplois, l'implantation de nos troupes et de leurs familles, se consolider, parfois revenir, avec eux aussi des réorganisations se faire qui déploie encore davantage sur notre territoire la présence. Alors, je ne suis pas là simplement pour faire un satisfait et quitte, mais il est important de dire tout ce qui a été fait durant ces dernières années, qui est ce travail collectif qui nous rend beaucoup plus forts, et par cette anticipation qui nous permet aussi de regarder l'avenir. Pour autant, est-ce à dire que nous pourrions nous contenter d'en rester là ? Non. Non, car la France est sur la ligne de front des menaces. Et je remercie le CEMA, le général Thierry BURKHARD, qui le sait, le comprend et accompagne les changements essentiels avec courage et constance. Et j'associe les chefs d'État-major d'armée qui portent avec lui ce changement.

En première ligne, car nous sommes présents, et c'est une chance, dans tous les océans, dans toutes les zones de conflit et de rivalité, de tous les dérèglements climatiques aussi, en première ligne dans tous les espaces nouveaux, cyber ou spatial, numériques et sous-marins où les confrontations s'étendent, en première ligne de la brutalisation du monde avec la guerre en Ukraine et les conflits au Proche-Orient, les enjeux migratoires, économiques et financiers liés à toutes les perturbations que les crises entraînent.

Alors face à cela, ce monde en désordre, le fait que l'Europe, à nouveau, est menacée à ses propres frontières, le fait que puissance archipélagique à part nos Outre-mer, nous sommes exposés à beaucoup de théâtres qu'ignorent certains de nos voisins européens. Est-ce à dire que nous sommes désarmés ? Non, pas davantage. Mais dans un monde où les règles s'effacent et où les arsenaux se remplissent, il nous faut aller plus loin et plus vite. En 7 ans, nous avons beaucoup fait, vous composez aujourd'hui l'armée la plus efficace d'Europe. C'est un fait. Mais la ligne de front se rapproche et la menace se transforme. Et si nous refusons de le voir, si nous refusons de voir cette accélération de la menace, si nous renonçons aux efforts nécessaires, alors nous manquerons à notre devoir et à notre vocation. Donner à la France l'armée la plus efficace en Europe, aujourd'hui et demain encore. C'est l'objectif de la France et il doit nous guider collectivement. Oui, parce que l'état du monde l'exige. Les menaces, en effet, s'accumulent : dilution des règles du droit international, désinhibition de la violence ; nous sommes entrés dans un temps de déraison.

Ces changements que je décris ne sont pas théoriques. Ils affectent la vie de chaque Française et de chaque Français. Et nos concitoyens observent les faits. Ces dernières années ont été marquées par la fin de l'encadrement des activités balistiques et nucléaires, par le développement d'une rhétorique agressive jusqu'au choix récent du régime russe d'adopter une doctrine nucléaire plus menaçante. Comment ne pas être lucide face à ces transgressions ? Comment ne pas comprendre que pour nos compatriotes, c'est une menace réelle, tangible, concrète ? Comment nos compatriotes pourraient-ils éprouver confiance et sérénité quand la carte du monde ainsi se recompose, quand des puissances, rivales ou adversaires, investissent dans leur défense plusieurs fois les montants que nous consacrons à la nôtre ? Quand la technologie est mise au service de la destruction et de la mort, avec la prolifération de drones, la sélection de cibles par algorithme, et demain, un ennemi à visage artificiel ? Comment espérer la paix et la liberté pour nos enfants quand chaque jour les certitudes s'effacent et la force fait loi. Et au fond, ce qui caractérise le moment que nous vivons, c'est le fait que, de manière inédite, nous avons une accélération technologique extrême aux deux bornes, accélération des innovations technologiques maîtrisées par beaucoup, prolifération aussi sur certaines de ces technologies, dont l'accès à l'arme nucléaire, la proximité à celle-ci pour certains, innovation y compris dans la plus grande rusticité chez d'autres, le théâtre ukrainien en est la démonstration. Et dans le même temps, destruction depuis 7-8 ans du cadre international qui nous protégeait. Fin du traité FNI, acté par les Américains, les Russes ne respectant plus depuis plusieurs années. En 2019, fin de tous les dialogues de lutte contre la prolifération nucléaire, etc. Et le croisement de ces deux tendances nous placent dans un monde d'accélération de la menace et d'extrême dangerosité pour nous.

C'est ce qui fait que si aujourd'hui, nous sommes l'armée la plus efficace d'Europe, oui, il nous faut continuer le réveil avec nos partenaires, mais accroître encore plus nos efforts, car la transformation que je suis en train de décrire a, et aura, des conséquences profondes. Aussi, pour disposer de l'armée la plus efficace du continent, il nous faut opérer un vrai choc de souveraineté et de compétitivité européen. Nous avons commencé à changer de paradigme avec beaucoup de lucidité, et le travail que la France, ces dernières années, a conduit en Europe n'est pas rien à cet égard. Je le rappelle à chaque fois, mais beaucoup nous disaient : « vous avez vos idées françaises, elles sont bien sympathiques ». Mais personne ne pensait qu'on irait vers un Fonds européen de la défense, que nous irions parler d'autonomie stratégique ou de souveraineté européenne en parlant de défense, il y a de ça à peine 6 ans. C'est aujourd'hui le langage commun de tous.

Mais nous devons changer d'échelle dans nos montants consacrés à la défense et dans l'approche. En effet, l'Europe ne peut espérer assurer sa paix et sa sécurité en continuant de dépenser moins que les autres continents ou espaces politiques. Et à cet égard, même si beaucoup ont rattrapé ces dernières années, l'accélération que nous constatons en Chine, aux États-Unis, en Russie, et même chez des puissances intermédiaires qui sont en train aussi d'aller à l'escalade, fait que les Européens ne peuvent rester avec des normes ou des référentiels qui ont été pensés parfois, il y a 10 ou 15 ans. Nous avons devant nous un mur d'investissement. Alors oui, nous avons commencé, en particulier avec ce Fonds européen pour la défense, que d'aucun jugeait impossible, nous l'avons fait. Désormais, plusieurs milliards d'euros sont dédiés à la recherche aux équipements de défense pour l'Europe. Nous ne sommes pas seuls non plus dans cette aventure. En Allemagne, le réveil dès 2022 s'est constaté avec, là aussi, un fonds exceptionnel, et ceci devra être poursuivi. En Pologne, en Grèce, en Suède, en Norvège, dans de nombreux pays européens, on a vu un sursaut, là aussi, de l'investissement important.

Un mouvement de réarmement, que je veux ici saluer, est amorcé pour mieux protéger, et évidemment, le prochain cadre financier pluriannuel devra aussi porter ses ambitions à l'échelle de l'Union européenne. L'Europe de la défense évolue donc en termes réels, mais elle doit continuer de changer d'échelle et résolument accélérer. Changer d'échelle, cela suppose d'investir plus, mais aussi de transformer profondément nos méthodes. En Europe, nos acquisitions et industries sont trop morcelées. Là où les États-Unis d'Amérique ont 8 principaux types de plateformes terrestres, l'Union européenne en rassemble 62. Dans le domaine naval, le rapport est de 6 aux États-Unis pour 47 en Europe. Il faut donc aller vers plus de programmes communs, accepter de choisir le champion européen plutôt que dans l'entretien d'industries nombreuses et moins performantes. C'est un chemin stratégique qu'il nous faut emprunter sans naïveté. Je sais combien nos industriels, à raison, sont attachés à la simplification. La simplification consiste à choisir les meilleurs en Europe et à tout y investir, et à sortir de la logique que nous avons toujours eue jusqu'à présent, qui était, au fond, de financer tout le monde de la même manière. Et donc l'Europe, c'était la poursuite de notre fragmentation. On ne peut pas moins investir que les États-Unis d'Amérique et avoir 6 ou 7 fois plus de standards qu'eux, et continuer à essayer de réussir dans cette compétition. On doit investir plus, mais on doit aussi simplifier, intégrer, accepter d'avoir des champions européens. Soyons clairs, nous ne serons pas toujours les champions européens, mais au moins serons-nous sûrs que les champions européens auront une vocation mondiale. Le risque, c'est une marginalisation de tous les Européens dans cette compétition, dans beaucoup de segments. Et donc, ce chemin stratégique, nous devons l'emprunter sans naïveté. Et les programmes communs d'avions de combat, de chars, de défenses solaires ou de missiles sont à cet égard clés, comme les réussites que nous avons su avoir ces dernières années, du Rafale à l'A400M et qui doivent pouvoir nous guider dans ce chemin.

Il faut aussi des structures d'acquisition performantes. La DGA est enviée et peut inspirer en Europe. Ce modèle précieux doit cependant être modernisé et je sais tout le travail qui a été fait ces dernières années. L'approche de nos propres acquisitions doit évoluer pour favoriser l'innovation, l'adaptation réactive là où cela est nécessaire, l'acquisition de drones pour l'armée de Terre ne peut suivre le process défini pour construire un avion de combat. C'est évident. Et c'est ce que vous avez su bousculer ces dernières années. Une révolution dans les affaires capacitaires est en somme, là aussi, nécessaire. Être efficace, c'est tout le sens du chantier d'économie de guerre que nous avons initié il y a deux ans. Et je veux ici saluer tout le travail, l'engagement du ministre, de l'ensemble de nos armées et votre engagement, tous les personnels aussi civils et puis nos industriels. Je sais toutes les transformations et tout ce que nous avons su durant ces un peu plus de deux ans bousculer et améliorer.

Nous avons ainsi pu revoir des modus operandi industriels, réintroduire des activités en France. Nous avons progressé dans de nombreux domaines. Plusieurs ont montré l'exemple, mais nous devons encore faire mieux. Entamer une deuxième étape de transformation plus structurelle, indispensable pour gagner encore en efficacité. Et au fond, la guerre en Ukraine a été un déclencheur, mais il nous faut maintenant rentrer dans nos habitudes, ce dialogue constant, ce changement des processus, cette accélération de nos méthodes face à la compétition internationale. Changer d'échelle, cela suppose de rénover aussi notre logique et nos instruments. Nous ne pouvons pas nous endetter collectivement, dépenser davantage pour notre défense, pour subventionner les industries d'armement, la richesse et les emplois d'autres continents. Je le dis ici avec beaucoup de force, car quand on dit dépenser plus pour nos armées, dans beaucoup de pays, peut-être chez beaucoup de commentateurs européens, ça veut encore trop souvent dire acheter plus de matériel américain. Alors, c'est vrai, certains, ces dernières années, ont parfois aussi acheté du matériel sud-coréen et ont cherché à diversifier.

Mais nous, ce n'est pas comme ça que nous l'entendons. Non, si nous voulons être cohérents, et si la nation est prête à faire ce choix, qui, dans les temps que nous vivons, est un choix grave, profond, coûteux, en opportunité par rapport à d'autres choix que nous pourrions faire, c'est bien pour nous protéger, c'est bien pour nous équiper et c'est aussi pour créer de la valeur dans notre pays. Et la logique industrielle est à cet égard inséparable de la véritable souveraineté. Oui, la France défend et continuera de défendre une préférence européenne. Préférence européenne pour avoir un vrai rendement sur nos efforts budgétaires, pour créer des emplois à Rennes, comme dans tout le territoire et sur tout le continent européen.

Préférence européenne pour demeurer maître de notre destin, nous délivrer de nos dépendances, échapper au sort insensé qui nous voit nous contenter d'être de simples clients d'autres puissances quand il s'agit de nous défendre.

Préférence européenne parce que nous avons aussi chez nous des réussites exceptionnelles. Regardez les succès à l'export, comme le RAFALE, mais aussi nos sous-marins. Regardez la performance de nos matériels au combat en Ukraine avec le CAESAR, le SAMP/T. Nous avons construit des succès, des succès qui sont reconnus sur nos théâtres d'opérations actuels.

Nous sommes en train de bâtir les futures générations, si je reviens aux dernières cités, qui sont clairement compétitives, nous avons des succès à l'export et donc il n'y a aucune fatalité. Construisons sur ces succès et cette excellence. Ne laissons pas cet effort de dépense européenne être entravé par des habitudes, parfois des fausses certitudes, par la bureaucratie, les règlements, les procédures.

Et donc, assumons la préférence européenne, elle est indispensable pour notre souveraineté. Et elle est indispensable, car le jour où certains auront construit leur dépendance capacitaire, excessive, même à l'égard de formidables alliés d'aujourd'hui, que sont les États-Unis d'Amérique, qui nous dit que dans 10 ans, dans 15 ans, leur priorité ne sera pas plutôt chinoise ou indopacifique, et si nous, notre priorité sécuritaire continue à être notre borne ? Où se feront les choix ? Comment se feront les choix ? J'ai une réponse simple. C'est le fournisseur qui fera les choix pour nous. Et donc notre vocation n'est pas d'être des clients, mais d'être des nations souveraines en Europe.

La préférence européenne doit aller avec ce choc de compétitivité que j'évoquais, qui consiste à ne pas réguler avant d'innover. Et là aussi, dans beaucoup de domaines, il nous faut savoir bâtir une capacité à être à la frontière technologique, qu'il s'agisse de l'espace, du cyber, du quantique, de l'intelligence artificielle. Et là, nos armées sont exposées aux mêmes risques que nos industries dans le civil, c'est que notre continent européen, aujourd'hui, diverge par une

régulation excessive et parfois une capacité à réguler avant d'innover. Ce que nous avons par trop fait sur l'intelligence artificielle, y compris ces dernières années, j'avais eu l'occasion d'alerter. Et donc, là aussi, soyons compétitifs et cohérents. C'est la capacité d'autonomie stratégique qui est posée et qui se joue maintenant et pour les prochaines générations.

Sur l'espace en particulier, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre la course. Et là aussi, j'évoquais l'intelligence artificielle, mais sur le spatial, c'est la capacité d'un accès souverain des Européens à l'espace qui se joue dans les toutes prochaines années. Rien de moins que cela pour le civil comme pour le militaire. En somme, sur tous ces volets, il nous faut investir, simplifier, protéger et avoir une préférence européenne. C'est le seul moyen d'un réveil européen réel. J'entends que certains voudraient nous rendre plus grands, qu'ils se rassurent, nous nous en occuperons seuls, mais oui, en avant les Européens, pour reprendre plutôt l'interpellation de Churchill le 19 septembre 1946, c'est de cela dont il s'agit. À nous d'aller de l'avant, à nous de nous réveiller, d'agir en européen, d'en tirer toutes les conséquences et de ne laisser personne, quels que soient les modes actuels, nous dicter l'avenir qui devrait être le nôtre. À nous de ne céder à aucune solution de facilité, elles n'existent pas. Il n'y a que par l'investissement, le travail de chaque jour, la capacité à nous appuyer sur nos forces et à réparer nos faiblesses que se bâtit l'avenir. Ça tombe bien. C'est ainsi que la France a fait, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, qu'elle a pu constituer l'armée qui est la sienne, que ses choix, d'ailleurs, nous ont permis de continuer à pouvoir être maître de notre destin, y compris ces dernières années. Et donc, notre responsabilité, c'est de continuer de voir loin. Nous en avons la force, et je l'ai encore vu aujourd'hui à Rennes, ce génie d'innovation dans les domaines d'avenir. Et partout, vous trouvez des solutions, vous formez, vous préparez des talents indispensables. C'est une énergie qui se mobilise, et nous venons à l'instant de le voir sur l'intelligence artificielle avec l'Agence ministérielle pour l'Intelligence Artificielle de Défense, l'AMIAD. Et j'attends que vous soyez les meilleurs en IA, dans le cyber, dans le quantique, dans l'espace. C'est à notre main. Cette armée de références portera à l'OTAN une voie européenne. J'entends en la matière des débats parfois abscons qui nous taraudent sur l'OTAN et l'Europe.

Là aussi, nous avons beaucoup progressé ces dernières années. Rappelez-vous, il y a 6 ans, il était impossible de parler d'Europe à l'OTAN. Nous nous diluions à l'époque dans l'Alliance. Je crois à l'inverse dans un pragmatisme absolu. Là aussi, l'en même temps est possible. L'en même temps, c'est de la constance, ce n'est pas de l'ambiguïté. L'OTAN est un cadre de solidarité extraordinaire. C'est la matrice d'une interopérabilité qui vous permet d'agir en coalition sur tous les fronts. Cette richesse est essentielle. Elle repose sur l'engagement de tous ses membres, du continent américain à l'Europe. Dans le temps, le renforcement du pilier européen doit être notre horizon et il faut y œuvrer, comme nous le faisons depuis 7 ans et comme je propose de le faire pour les années à venir. Cela passe à la fois par le développement de la défense européenne, par la coopération aussi entre l'Union européenne et l'OTAN.

Soyons pragmatiques. La mobilité militaire en Europe l'illustre. Cela vient de m'être présenté à nouveau à l'instant. Les solutions sont européennes pour des défis qui engagent l'efficacité de l'OTAN. Et de manière très claire, si nous voulons que notre Alliance soit efficace, aux Européens d'être progressivement de plus en plus engagés dans leur sécurité. C'est logique. Et cela correspond à la demande qui nous est faite par nos alliés américains. Et au fond, il y a deux manières de répondre à cette demande.

D'abord, ne nous laissons pas dicter nos choix. Si nous investissons, décidons de le faire. Ne le faisons pas comme la réponse à des leçons qui nous seraient données par-delà l'océan.

Ensuite, si nous voulons dépenser plus, faisons-le par des opérations, faisons-le par de véritables opérations et déploiements militaires, plutôt qu'une fois encore en achetant sur étagère ce qui est donné par d'autres. La défense européenne, c'est notre garantie de savoir agir si nos intérêts sont en jeu. Elle renforce l'OTAN et nous avons besoin. Et je le dis ici parce que la France croit en la force de l'OTAN. Elle l'a fondée et elle y a contribué, elle l'a transformé ces dernières années, parce qu'il existe une culture stratégique de l'Alliance atlantique, parce qu'elle est l'espace de coopération naturelle avec les États-Unis, tant qu'ils restent engagés dans la sécurité européenne, parce que l'Alliance peut agir sur des espaces décisifs pour nous. Je pense à l'Arctique ou à la Baltique, à son échelle aussi, avec son organisation militaire et sa capacité à anticiper, préparer, agir. Une fois cela dit, soyons lucides, et là aussi, ne nous payons pas de mots. Ce n'est pas être un mauvais allié qu'être un allié critique et exigeant. Les changements politiques et stratégiques profonds qui parcourent le monde peuvent légitimement susciter chez nos partenaires européens des inquiétudes sur l'Alliance. Notre allié américain affirme que l'on doit dépenser plus, il a raison, et la France a pris ses responsabilités. Elle n'a pas attendu, comme je le rappelais, pour réengager ce réinvestissement dans sa défense. Mais cet effort nous permet de consolider notre souveraineté nationale. Il renforce l'Europe et il nous donne une capacité à choisir nos priorités. C'est cet effort que j'évoque, celui que nous portons depuis plusieurs années et que nous allons poursuivre, c'est aussi celui d'une puissance dotée, pleinement souveraine, consciente du rôle particulier que cela lui donne dans la défense de notre continent.

La France va à cet égard au-delà des 2 % du PIB pour sa défense. Est-ce pour autant suffisant pour un monde qui sort de ses gonds ? Est-ce suffisant pour atteindre la masse, la profondeur, la rusticité et l'innovation ? Pour le cas échéant, nous défendre dans une confrontation majeure. Est-ce suffisant pour nous organiser à l'échelle européenne et disposer de moyens de combat en quantité significative ? Demain, que ferons-nous en Europe si notre allié américain retire ses navires de guerre de la Méditerranée, s'il bascule ses avions de chasse de l'Atlantique vers le Pacifique ? Ce sont tous ces scénarios auxquels nous devons nous préparer. Ce sont tous ces scénarios auxquels nous sommes en train de nous préparer. Et je n'ai pas évoqué là beaucoup d'autres choses qui pourraient advenir. Face à tous ces scénarios, c'est simple, la réponse devra venir de nous, Français et Européens. Faisons donc de cette nécessité d'autonomie une opportunité, celle d'un réveil stratégique européen.

Ces dernières années ont suffi à démontrer à ceux qui pensaient que ces scénarios avaient quelque chose d'illusoire, de politique-fiction, qu'ils adviennent plus rapidement qu'on ne le pense, plus rapidement qu'ils ne croient. Pour notre sécurité, qui repose sur des qualités de force, d'agilité, de flexibilité, qui impose une capacité à agréger, à tirer profit de l'interopérabilité construite avec l'OTAN, à disposer de moyens de commandement, un cadre qui permette à ceux qui veulent agir pour la sécurité de notre continent, du Royaume-Uni à la Moldavie, des Balkans à la Norvège, de pouvoir le faire. C'est ce à quoi nous devons nous préparer.

Oui, au sein de l'OTAN, de pouvoir nous préparer aux scénarios du pire, à certains scénarios qui sont crédibles, et au fond, d'être une nation cadre qui pourra agréger ses capacités, bénéficier de l'interopérabilité, mais qui aura construit sa part d'autonomie, qui aura attiré avec elle les autres Européens à le faire et qui pourra assurer sa défense à ses frontières ou face à l'adversité qui peut survenir. C'est là, encore une fois, où être une puissance dotée nous donne un rôle singulier.

Soyons donc forts, réduisons nos dépendances dans les secteurs stratégiques en investissant dans notre base industrielle, dans nos emplois, dans nos régions, et soyons capables d'entraîner,

d'agrèger, de coordonner les autres nations. Alors ainsi, nous pourrons agir avec nos alliés et nos amis européens. Alors ainsi, avec les Américains, nous serons forts et unis dans l'alliance face aux menaces sur le continent. Voilà quel doit être l'alignement de bon sens.

Pour devenir l'armée la plus efficace d'Europe, il nous faut, au-delà de cette clarification sur l'OTAN, accepter de vraies bascules stratégiques. Notre obsession depuis 7 ans, c'est d'adapter sans cesse nos moyens aux menaces, ajuster notre arsenal à l'état du monde et nous préparer à la guerre de demain et d'après-demain. Rien ne sert de regretter le passé, il faut préparer l'avenir.

En Afrique, nous avons opéré un changement structurel de notre présence, changement qui n'ôte rien aux sacrifices consentis hier par vos frères d'armes au Sahel pour nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs, lorsque nous sommes intervenus à leur demande dans les pays menacés. Mais changement nécessaire de réinvention de nos partenariats dans une Afrique dynamique dont la jeunesse porte beaucoup d'espoir.

Cela passe en effet par un partenariat de sécurité repensé qui est en cours de déploiement, plus de formations dans nos écoles, plus d'exercices et de coopérations ponctuelles, des coopérations capacitaires qui sont, là aussi, une vraie transformation de notre approche à l'égard de l'Afrique, et je compte sur vous pour l'accompagner, et une empreinte plus légère. Il nous faut prolonger notre présence, notre partenariat stratégique, mais différemment. Prolonger artificiellement une empreinte partout où elle n'était plus souhaitée par ses hôtes, par ses bénéficiaires, aurait été une mauvaise politique. Ce changement est, je le crois, parfaitement compréhensible par nos compatriotes. Ils comprennent aisément que dans la réorganisation de nos efforts, votre présence soit plus nécessaire parfois sur des théâtres, qu'ils soient anciens ou nouveaux, où se joue notre avenir : sur notre territoire métropolitain, dans nos Outre-mer ou dans d'autres géographies. À Mayotte, le voisinage de la corne de l'Afrique, les risques climatiques, terroristes, migratoires imposent de nouvelles réponses.

Et je sais combien FAZSOI y répondent aussi en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, à La Réunion, en effet, se joue notre présence dans l'Indopacifique, sur les rives duquel s'affrontent les grandes puissances. Et nous avons eu raison de faire ce pivot ces dernières années, et nos Outre-mer sont au cœur de ce pivot Indopacifique, et nous donnent une crédibilité stratégique, la marque de notre constance dans cette région, et permet de relayer notre offre industrielle. En Guyane et aux Antilles, nous sommes plus exposés aux dérèglements du monde, aux narcotrafics, aux catastrophes climatiques, aux migrations, et les résultats des derniers jours de notre marine ou de notre gendarmerie l'ont encore montré. Oui, dans nos Outre-mer, il faut protéger davantage nos compatriotes et être en défense des opportunités de tel territoire. C'est l'un des axes majeurs de la LPM en cours.

La ligne de notre sécurité passe évidemment aussi par nos frontières en Europe et par l'Ukraine. Je le dis ici sans tergiverser. Soyons fiers de l'effort que la nation a consenti pour l'Ukraine. L'Ukraine, aujourd'hui, est la sentinelle de l'Europe. Je sais votre engagement, votre effort et votre action, notamment dans la formation. Et cet engagement de votre part est essentiel. Comme nous avons eu raison, en février de l'année dernière, d'organiser ce sursaut européen, de recréer de l'ambiguïté stratégique et de remobiliser nos partenaires dans un moment qui était si risqué. Mais cet engagement de votre part suppose la franchise la plus complète. Et je le dis ici avec force : ne nous leurrions pas. Ce conflit ne se terminera pas demain ni après-demain et ce conflit ne sera pas la fin du sujet de sécurité que la Russie pose aux Européens plus largement. Et du Caucase à nos amis baltes, ce risque demeurera. L'enjeu aujourd'hui est de donner les moyens à l'Ukraine de durer et d'entrer dans toutes futures négociations en position de force.

L'enjeu demain, quand les hostilités s'arrêteront, sera de donner à l'Ukraine des garanties contre tout retour de la guerre sur son territoire et des assurances pour notre propre sécurité. À cela, l'Europe doit prendre toute sa part, comme nos armées le font déjà sur le flanc Est dans le cadre de l'Alliance. L'Europe devra prendre toute sa part, car ses parts, ses garanties de sécurité et au-delà l'architecture de sécurité que nous bâtissons, que là aussi, nous défendrons souveraineté et sécurité. Et c'est ce qui nous permet aujourd'hui de dire qu'il ne peut pas y avoir de paix et de sécurité en Europe sans les Européens et sans qu'elles ne soient négociées par les Européens. Oui, la ligne de front s'est rapprochée.

Voilà pourquoi nous devons d'abord reconfigurer notre présence dans le monde, y compris dans ces espaces où la fonte des glaces crée de nouvelles situations géopolitiques. Qui aurait pensé il y a encore un an que le Groenland serait au centre des débats politiques et stratégiques. C'est ainsi. Voilà pourquoi ensuite nous devons revenir à l'essentiel et accepter des bascules face à l'accumulation des menaces, à l'évolution des risques et de nos intérêts. Nous devons le voir et nous adapter, se mettre en cohérence.

Alors face à cette accélération du monde, aux défis que je viens d'évoquer, notre défense est-elle au maximum de ses capacités, est-elle parée au risque du monde comme il va, des périls de l'époque telles qu'elle est ? C'est à nous de le trancher.

Les Français m'ont confié la responsabilité de leur protection. C'est la raison pour laquelle je demande que l'on me propose les actions nécessaires pour que notre défense s'adapte à ce nouvel environnement. Je demande donc au SGDSN de me proposer, d'ici le mois de mai, une actualisation de la Revue nationale stratégique qui définisse les contours de notre défense globale et du réarmement, y compris moral. Je demande en particulier au ministre des Armées, dans ce cadre, de mobiliser la réflexion sur la défense, sa BITD, l'impact des nouvelles technologies, pour nourrir ce travail d'actualisation. Je saurai sur cette base prendre les décisions nécessaires. J'attends de vous des idées, de l'allant, de l'invention. Au fond, cette forme d'audace et de courage venue du peuple, cette force qui, lorsqu'elle se trouve employée à la défense de la nation, fait de notre peuple un grand peuple.

Enfin, ces bascules stratégiques se jouent aussi chez nous. Vous le savez, notre défense n'existe pas sans une véritable force morale et une cohésion nationale. Je l'évoquais à Brienne, il y a de ça bientôt deux ans. Notre force morale, oui, cette capacité de tout un pays à se tenir prêt, à accompagner par l'effort réel et la pensée solidaire nos armées sur le front. Ce ciment qui nous tient et nous fait, comme Français, soldats d'un certain idéal. Disposer de l'armée la plus efficace d'Europe est une chance pour la nation toute entière. Et votre place au cœur de notre défense fait de vous un ferment d'unité de notre pays. Depuis 7 ans, je porte l'idée de faire nation avec notre jeunesse pour inculquer l'esprit de cohésion, résilience face aux risques, apprentissage de nos valeurs.

Alors, face à l'accélération des périls, je crois aujourd'hui que nous devons, avec réalisme, proposer à notre jeunesse un engagement fort. Nous le voyons au moment des grandes catastrophes, il existe une formidable énergie prête à donner son temps, ses talents. Nous le voyons aussi de cette énergie, nous savons faire si peu. De cet élan citoyen, trop souvent, nous le dispersons. À ceux qui ont soif d'idéal, nous n'avons pas toujours de réponse d'engagement suffisamment exigeante ou structurée.

Aujourd'hui, nous nous contentons d'un recensement, d'une Journée défense et citoyenneté, et je sais que vous en faites tous le constat, c'est trop peu. D'où l'ambition du SNU. J'ai pu

rencontrer les premiers jeunes qui ont fait l'expérience du Service national universel, mesurer leur satisfaction, leur plaisir à se retrouver plusieurs mois après pour poursuivre un engagement commun au service de notre nation, entendre leurs témoignages chaleureux, porteurs d'espoir et de confiance. C'est pour moi une source de confiance dans notre jeunesse.

Il faut aujourd'hui tracer un chemin que beaucoup espèrent, donner le choix de servir. Non pas rétablir le Service national obligatoire, mais permettre à une jeunesse volontaire d'apprendre avec les armées et d'en renforcer les rangs grâce à des talents recherchés, de vivre aussi dans un environnement où les différences s'effacent pour remplir une mission qui donne du sens, celui du service, de l'entraide, du respect, de faire nation. Donner le choix de servir. Pour cela, nous devons mieux détecter les volontaires, leurs compétences, leurs progressions professionnelles, les former et être capables de les mobiliser le jour venu, de les employer en renfort des armées, en métropole ou ailleurs, ou potentiellement d'autres ministères qui pourraient être appelés.

Après l'armée de métiers, c'est la réserve de professionnels qu'il nous faut à présent mobiliser en appui, en appoint. La loi de programmation militaire prévoit d'atteindre un réserviste pour deux militaires d'actifs en 2035, soit 100 000 personnes. Pour constituer cette réserve, la Journée de défense et de citoyenneté sera rénovée et redeviendra demain un moment de temps retrouvé avec les armées. Ce sont ainsi chaque année 800 000 jeunes. Parmi eux, certains se signaleront et diront qu'ils répondront présents si la nation les appelle.

Donner le choix de servir. Que chacun, dans notre jeunesse, se demande comment être utile à la nation et la nation saura lui confier une mission adaptée à ses talents, ses connaissances, son état de santé. Que chacun puisse s'engager volontairement et soit prêt à servir en cas de crise, au sein des unités dont il fait partie comme réserviste. Que tous, nous retrouvions ainsi un esprit de fraternité et d'action, celui qui vous anime chaque jour et sur lequel nous devons prendre exemple. C'est pourquoi je souhaite que des propositions me soient faites avant le mois de mai pour réaliser ce nouvel élan, que notre jeunesse devienne à son tour gardienne de la noblesse du monde, qu'elle soit cette force, ce supplément d'âme.

Monsieur le ministre, mon général, je compte sur vous pour porter cet acte fort pour la nation et me faire ses propositions pour le mois de mai prochain.

Mesdames et messieurs, dans cette époque de montée des périls, nous devons être au rendez-vous. Ne cédon rien aux certitudes réconfortantes, pas plus que nous ne devons céder au fatalisme décourageant. Tenons-nous prêts. Pour conserver l'essentiel, nos intérêts et nos valeurs, soyons toujours prêts à tout remettre en cause, nos méthodes, nos dispositifs, notre présence dans le monde.

L'essentiel, ce qui nous fait et nous fonde, c'est vous. Votre engagement, votre sacrifice, celui de vos frères tués, blessés, invalides. L'essentiel, c'est cet éternel français fait de mémoire et d'espérance. Ce sont les visages que je vois, venus de tous les milieux, de toutes les régions, de tous les horizons de France.

Oui, la France est bien cette nation dont l'avenir est dans tant de mains. Ainsi, nous tiendrons notre rôle en première ligne. Nous protégerons les Français et les intérêts de la nation. Je forme donc devant vous, en ce mois de janvier, des vœux de reconnaissance pour votre engagement, pour les efforts demandés, à vous-mêmes, à vos proches, reconnaissance aussi pour le sacrifice des tués, des blessés, des invalides.

Je forme des vœux de confiance. Nous avons l'excellence, les talents, la détermination et la force d'âme.

Je forme des vœux d'espérance. Nous saurons être à la hauteur de notre histoire, en première ligne face aux menaces.

Vive la République, vive la France !